

FOYER FINANCE S.A.
(en abrégé FOYER FINANCE)
Société anonyme
L-3372 Leudelange, 12, rue Léon Laval
R.C.S. Luxembourg B 33.850

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
du 21 décembre 2016 - Numéro 1175/16

L'an deux mille seize, le vingt et un décembre.

Par-devant Maître **Joëlle BADEN**, notaire de résidence à Luxembourg,
S'est réunie

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme FOYER FINANCE S.A. (en abrégé FOYER FINANCE) (ci-après «la Société»), ayant son siège social à L-3372 Leudelange, 12, rue Léon Laval, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 33.850, constituée suivant acte notarié en date du 22 mai 1990, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations du 15 septembre 1990. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire soussigné en date du 2 mai 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1824 du 28 août 2016.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Marc COLAS, Président, résidant professionnellement à Leudelange,

qui désigne comme secrétaire Monsieur Peter VERMEULEN, Secrétaire du Conseil, résidant professionnellement à Leudelange,

L'assemblée choisit comme scrutateurs monsieur Bernard CLASEN, et Monsieur Jean-Pierre GALLE.

Le bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

ORDRE DU JOUR:

1. Annulation des quarante-neuf mille soixante-deux (49.062) actions propres détenues par la Société, impliquant une réduction du nombre d'actions et une réduction du capital social à concurrence de six millions deux cent soixante-dix-neuf mille neuf cent trente-six euros (EUR 6.279.936,-) correspondant au pair comptable des actions à annuler. L'article 5 des nouveaux statuts indiquera dès lors que le capital social est fixé à quarante-cinq millions cinq cent soixante mille soixante-quatre euros (EUR 45.560.064,-) représenté par trois cent cinquante-cinq mille neuf cent trente-huit (355.938) actions.

2. Changement de l'article 9 des statuts permettant des rachats d'actions propres, dans les limites de l'article 49-2 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, sans l'accord préalable du Conseil d'administration

3. Modernisation et adaptation des statuts suite à la loi du 10 août 2016 portant modernisation de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

4. Refonte subséquente des statuts.

5. Divers.

II.- Que les actions étant toutes nominatives, des lettres de convocation contenant l'ordre du jour ont été envoyées en recommandé à tous les actionnaires en date du 2 décembre 2016.

III.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées et validées par les comparants.

IV.- Qu'il résulte de la liste de présence que sur les quatre cent cinq mille (405.000) actions représentatives du capital social trois cent onze mille sept cent sept (311.707) actions sont présentes ou représentées à la présente assemblée.

V.- Que la présente assemblée, réunissant plus de la moitié du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

VI.- L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend les résolutions suivantes,

Première résolution:

L'assemblée générale approuve l'annulation des quarante-neuf mille soixante-deux (49.062) actions propres détenues par la société.

Cette résolution est adoptée avec :

311.707 voix pour

0 voix contre

0 abstentions

Deuxième résolution:

L'assemblée générale décide de réduire le capital social de la Société à concurrence d'un montant de six millions deux cent soixante-dix-neuf mille neuf cent trente-six euros (EUR 6.279.936,-) par annulation des actions qu'elle détient en propre, et de modifier en conséquence l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante :

« Article 5. Capital »

Le capital social est de quarante-cinq millions cinq cent soixante mille soixante-quatre euros (EUR 45.560.064,-) représenté par trois cent cinquante-cinq mille neuf cent trente-huit (355.938) actions sans désignation de valeur nominale.

Le capital social de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modifications des statuts. »

Cette résolution est adoptée avec :

311.707 voix pour

0 voix contre

0 abstentions

Troisième résolution:

L'assemblée décide de modifier l'article 9 des statuts relatif aux cessions d'actions pour lui donner la teneur suivante :

« Article 9. Propriété et cession d'actions »

Il est tenu au siège social un registre d'actions nominatives. La propriété de l'action nominative s'établit par une inscription sur ce registre. Des certificats d'inscription signés par deux administrateurs en sont délivrés aux actionnaires.

La cession d'actions nominatives s'opère soit par une déclaration de transfert et d'acceptation de transfert inscrites sur ledit registre, datées et signées par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoir, soit d'après les règles du droit civil sur le transfert des créances, soit par tout autre mode autorisé par la loi.

Aucune cession d'actions, à l'exception du rachat par la société de ses propres actions tel que visé à l'article 7, ne sera admise sans l'assentiment préalable du conseil d'administration. Au cas où la demande de cession est refusée par le conseil d'administration, celui-ci est tenu dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus de faire acquérir les actions soit par un actionnaire, soit par un tiers, soit par la société elle-même.

En cas de désaccord sur le prix, la valeur des actions à céder sera fixée par voie d'expertise. La valeur des actions est fixée au jour de la notification de la cession en cas de cession entre vifs et au jour du décès en cas de transmission par cause de mort.

La société peut exiger que la signature et la capacité des parties soient certifiées par un officier public. Dans tous les cas, il n'y a lieu de la part de la société à aucune garantie de l'individualité et de la capacité des parties. »

Cette résolution est adoptée avec :

311.707 voix pour

0 voix contre

0 abstentions

Quatrième résolution:

L'assemblée décide de procéder à une refonte des statuts afin de les moderniser et de les adapter aux modifications introduites par la loi du 10 août 2016 portant modernisation de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

L'assemblée décide que les statuts auront désormais la teneur suivante :

« TITRE I - FORMATION & OBJET DE LA SOCIETE - DENOMINATION - SIEGE - DUREE

Article 1er. Raison sociale

Il existe entre les propriétaires des actions émises en vertu de l'article 5 ci-après, et de celles qui pourront être créées à l'avenir, une société anonyme de droit luxembourgeois, ci-après dénommée "la société", qui sera régie par les lois en vigueur et les présents statuts.

La société adopte la dénomination "FOYER FINANCE S.A." (en abrégé "FOYER FINANCE").

Article 2. Objet social

La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise luxembourgeoise ou étrangère, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires de brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.

La société n'aura pas d'activité industrielle propre.

Article 3. Siège social

Le siège social est établi à Leudelange.

Le Conseil d'administration peut transférer le siège social en toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg et modifier les statuts en conséquence.

La société peut, par décision du conseil d'administration, établir des sièges administratifs, succursales, agences et bureaux dans le Grand-Duché et à l'étranger.

Article 4. Durée

La durée de la société est illimitée.

TITRE II - CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

Article 5. Capital

Le capital social est de quarante-cinq millions cinq cent soixante mille soixante-quatre euros (EUR 45.560.064,-) représenté par trois cent cinquante-cinq mille neuf cent trente-huit (355.938) actions sans désignation de valeur nominale.

Le capital social de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modifications des statuts.

Article 6. Droit de souscription préférentiel

En cas d'augmentation du capital, les actions à souscrire en numéraire seront offertes par préférence aux propriétaires des actions existant au jour de

l'émission, au prorata du nombre des actions appartenant à chacun d'eux; le droit de préférence s'exercera dans le délai et aux conditions fixés par le conseil d'administration.

Le droit de préférence ne pourra être supprimé ou limité que dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts.

Article 7. Rachat d'actions propres

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les conditions déterminées par la loi.

Article 8. Forme des actions

Les actions sont et resteront nominatives.

Article 9. Propriété et cession d'actions

Il est tenu au siège social un registre d'actions nominatives. La propriété de l'action nominative s'établit par une inscription sur ce registre. Des certificats d'inscription signés par deux administrateurs en sont délivrés aux actionnaires.

La cession d'actions nominatives s'opère soit par une déclaration de transfert et d'acceptation de transfert inscrites sur ledit registre, datées et signées par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoir, soit d'après les règles du droit civil sur le transfert des créances, soit par tout autre mode autorisé par la loi.

Aucune cession d'actions, à l'exception du rachat par la société de ses propres actions tel que visé à l'article 7, ne sera admise sans l'assentiment préalable du conseil d'administration. Au cas où la demande de cession est refusée par le conseil d'administration, celui-ci est tenu dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus de faire acquérir les actions soit par un actionnaire, soit par un tiers, soit par la société elle-même.

En cas de désaccord sur le prix, la valeur des actions à céder sera fixée par voie d'expertise. La valeur des actions est fixée au jour de la notification de la cession en cas de cession entre vifs et au jour du décès en cas de transmission par cause de mort.

La société peut exiger que la signature et la capacité des parties soient certifiées par un officier public. Dans tous les cas, il n'y a lieu de la part de la société à aucune garantie de l'individualité et de la capacité des parties.

Article 10. Droits et obligations liés à l'action

Chaque action donne droit dans la propriété du fonds social et dans le partage des bénéfices revenant aux actionnaires à une part proportionnelle au nombre d'actions émises.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'assemblée générale.

Les titulaires, les cessionnaires intermédiaires et les souscripteurs sont tenus solidairement du montant de l'action.

Les dividendes sont valablement payés au propriétaire inscrit sur le registre des actions nominatives.

Tout dividende qui n'est pas réclamé dans les cinq ans de son exigibilité est prescrit au profit de la caisse sociale.

Article 11. Représentation de l'actionnaire

Les actions sont indivisibles, et la société ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque action.

Tous les copropriétaires indivis d'une action ou tous les ayants droit à n'importe quel titre, même usufruitiers et nus-propriétaires, sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne.

Les représentants ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent sous aucun prétexte provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation; ils sont tenus de s'en rapporter aux inventaires et aux délibérations de l'assemblée générale.

Article 12. Emissions obligataires

La société peut, en tout temps, par décision du conseil d'administration, créer et émettre des obligations hypothécaires ou autres. Le conseil d'administration détermine le type, les conditions d'émission, le taux d'intérêt, le mode et l'époque du remboursement des obligations.

TITRE III - ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

Article 13. Composition du Conseil

La société est administrée par un conseil de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre et la durée de leur mandat. La durée du mandat ne pourra excéder six ans.

Les administrateurs sont rééligibles et toujours révocables.

Les membres du conseil d'administration doivent être en majorité luxembourgeois.

Article 14. Cooptation

En cas de vacance d'une ou de plusieurs places d'administrateur par décès, démission ou toute autre cause, les administrateurs restants ont le droit de pourvoir provisoirement au(x) remplacement(s) par décision prise à la majorité des voix. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première

réunion, procède à l'élection définitive, et le ou les administrateur(s) nommé(s) dans ces conditions achève(nt) le mandat de celui qu'il(s) remplace(nt).

La non-ratification par l'assemblée ne vicie pas les résolutions prises dans l'intervalle, et les actes accomplis par cet ou ces administrateur(s) pendant la gestion provisoire n'en restent pas moins valables.

Dans le cas où le nombre d'administrateurs serait descendu au-dessous de trois, le(s) administrateur(s) restant(s) sont tenus de pourvoir au remplacement de la (des) place(s) d'administrateur vacante(s) pour porter le nombre d'administrateurs au minimum prévu par l'article 13, alinéa premier, jusqu'à la prochaine assemblée.

Article 15. Bureau

Le conseil choisit parmi ses membres un président qui préside le conseil.

Un secrétaire peut être désigné même en dehors du conseil.

Le conseil peut, s'il le juge utile, nommer un ou deux vice-présidents.

En cas d'absence du président et du ou des vice-président(s), le conseil désigne celui de ses membres qui doit remplir les fonctions de président.

Article 16. Délibérations

Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur la convocation du président ou de deux autres membres, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué par la convocation.

Pour la validité des délibérations, la présence de la majorité des membres en fonction est nécessaire. Tout administrateur pourra se faire représenter en désignant par écrit, télécopie ou courrier électronique un autre administrateur comme son mandataire. L'administrateur empêché pourra également voter par lettre, télécopie ou courrier électronique. Dans l'un comme dans l'autre cas, l'administrateur empêché sera réputé présent à la réunion.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique, par vidéo-conférence, ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes prenant part à cette réunion puissent s'entendre et se parler mutuellement. Dans ce cas, l'administrateur utilisant ce type de technologie sera réputé présent à la réunion et sera habilité à prendre part au vote.

Les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées des membres présents ou représentés. Les voix exprimées ne comprennent pas celles des administrateurs qui n'ont pas pris part au vote ou qui se sont abstenus. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Toutefois, lorsque le conseil est composé de trois membres et que deux administrateurs seulement assistent à une séance, les décisions devront être prises à l'unanimité.

Dans les cas où, en vertu de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales telle que modifiée, un ou plusieurs administrateurs devront s'abstenir de délibérer, les résolutions seront prises à la majorité des voix exprimées des autres membres du conseil, sauf le cas de l'alinéa précédent.

Des résolutions du conseil d'administration peuvent être prises valablement par voie circulaire si elles sont signées et approuvées par écrit par tous les administrateurs. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents séparés transmis par écrit, télécopie ou courrier électronique. Les résolutions prises dans ces conditions auront les mêmes effets que les résolutions adoptées lors des réunions du conseil d'administration. Les écrits, télécopies ou courriers électroniques exprimant le vote des administrateurs seront annexés au procès-verbal de la délibération.

Article 17. Procès-verbaux

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux qui sont portés sur un registre spécial tenu au siège social et signés par tous les administrateurs ayant pris part à la séance.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont certifiés par le président du conseil d'administration, ou le vice-président, ou l'administrateur délégué, ou enfin par deux administrateurs.

La justification du nombre d'administrateurs en exercice, de la qualité d'administrateur en exercice et de la qualité de représentant ou de délégué de sociétés administrateurs résulte vis-à-vis des tiers de la simple énonciation dans le procès-verbal des noms des administrateurs présents, de ceux non présents et de la qualité de représentant ou délégués des sociétés administrateurs.

Article 18. Pouvoirs et délégation

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour tous actes d'administration et de disposition relatifs à la réalisation de l'objet social de la société. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale, par les statuts ou par la loi, est de la compétence du conseil d'administration.

Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion journalière à un ou plusieurs administrateurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

Le conseil peut déléguer des pouvoirs spéciaux à un ou plusieurs de ses membres ou à des mandataires, administrateurs ou non.

Le conseil peut autoriser ses délégués, administrateurs ou autres à consentir toutes substitutions de pouvoirs relatives à la gestion journalière et à la représentation en ce qui concerne cette gestion.

Le conseil d'administration peut mettre en place des comités chargés d'assister les administrateurs de la société dans la gestion de celle-ci et de préparer et/ou de mettre en œuvre les décisions du conseil d'administration. Le conseil d'administration détermine les attributions, arrête la composition et règle le fonctionnement de ces comités.

Article 19. Pouvoirs de signature

La société est engagée pour les actes de la gestion journalière par la seule signature d'un administrateur de la société ou d'un ou plusieurs mandataires ayant reçu une procuration spéciale du conseil d'administration.

Pour les actes autres que ceux de la gestion journalière, la société n'est engagée valablement soit que par la signature conjointe de deux administrateurs, soit par un ou plusieurs mandataires ayant reçu une procuration spéciale du conseil d'administration.

Les mainlevées d'hypothèques, de privilèges, de droits de résolution et de saisies, avant ou après paiement, sont valablement signées au nom de la société par un administrateur.

Article 20. Indemnités

Les membres du conseil d'administration peuvent recevoir, en dehors de leurs frais de voyage et de séjour, des jetons de présence, une indemnité annuelle fixe et/ou des tantièmes à déterminer par l'assemblée générale des actionnaires.

Article 21. Contrôle des comptes

Le contrôle des documents comptables annuels de la société est confié à un ou plusieurs réviseurs d'entreprises nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et la durée de leur mandat.

Le ou les réviseurs d'entreprises établissent un rapport sur les comptes annuels de la société en se conformant aux dispositions légales en vigueur.

TITRE IV - ASSEMBLEES GENERALES

Article 22. Généralités

L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires.

Les délibérations, prises conformément aux statuts, obligent tous les actionnaires, même absents, incapables ou dissidents.

Chaque année il est tenu une assemblée générale le premier mercredi du mois de mai à 10.30 heures. Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Des assemblées générales extraordinaires sont convoquées par le conseil d'administration, chaque fois qu'il y a lieu.

Les réunions ont lieu au siège social, à moins que la lettre de convocation n'indique un autre endroit.

Article 23. Convocation

Les convocations pour toute assemblée générale mentionnent l'endroit, la date, l'heure et l'ordre du jour de l'assemblée générale et sont faites selon les modalités de forme et de délai prévues par la loi.

Article 24. Annonciation de participation

Pour pouvoir être admis aux assemblées générales, les propriétaires d'actions sont tenus de faire connaître au conseil d'administration au moins cinq jours à l'avance leur intention d'assister à l'assemblée.

Article 25. Représentation de l'actionnaire

Tout actionnaire pourra se faire représenter à l'assemblée générale par un actionnaire ayant lui-même le droit de vote et ayant communiqué son pouvoir au conseil d'administration au plus tard cinq jours avant la date fixée pour la réunion de l'assemblée.

Les actionnaires incapables seront représentés par leurs mandataires légaux ou organes reconnus. Les copropriétaires, les usufruitiers et nuspropriétaires, les créanciers et débiteurs gagistes devront respectivement se faire représenter par une seule et même personne.

Article 26. Vote

Chaque action donne droit à une voix.

Article 27. Ordre du jour

L'assemblée générale ne peut délibérer que sur les objets à l'ordre du jour.

L'ordre du jour est arrêté par le conseil d'administration.

Il n'y est porté que des propositions émanant du conseil d'administration ou qui ont été communiquées par lettre recommandée au siège social de la société cinq jours au moins avant la tenue de l'assemblée, avec la signature de l'actionnaire ou d'un groupe d'actionnaires représentant au moins dix pour cent du capital social souscrit.

Le conseil d'administration est tenu en toutes circonstances de convoquer une assemblée générale dans le délai d'un mois, lorsque la demande écrite lui en sera faite par l'actionnaire ou un groupe d'actionnaires représentant

au moins le dixième du capital social. Cette demande devra indiquer l'ordre du jour de l'assemblée.

Article 28. Bureau

L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration, ou le vice-président, ou en leur absence par un administrateur désigné par le conseil.

Le président de l'assemblée générale désigne le secrétaire et l'assemblée désigne un ou plusieurs scrutateurs qui forment avec lui le bureau.

Article 29. Pouvoirs

L'assemblée générale annuelle des actionnaires délibère et statue souverainement sur les intérêts de la société et nomme les administrateurs.

L'assemblée générale annuelle des actionnaires entend le rapport de gestion du conseil d'administration sur l'exercice écoulé.

Elle délibère sur les comptes annuels et, s'il y a lieu, les approuve. Elle décide du bénéfice net selon les dispositions de l'article quarante des présents statuts.

Elle se prononce par un vote spécial sur la décharge des administrateurs.

Article 30. Modifications statutaires

L'assemblée générale extraordinaire peut, sur l'initiative du conseil d'administration, apporter aux présents statuts les modifications dont l'utilité serait reconnue.

Elle peut décider notamment :

l'augmentation, ou la réduction du capital social, ou son amortissement, sa division en actions d'un type autre que celui ci-dessus fixé, la création d'actions de priorité ou privilégiées;

la dissolution de la société, ou la fusion, ou l'alliance avec d'autres sociétés;

le transport, la vente ou la location à tous tiers qu'il appartiendra, ainsi que l'apport à toute société soit contre espèces, soit contre titres entièrement libérés, soit autrement de l'ensemble des biens, droits et obligations, tant actifs que passifs, de la société;

le changement de la dénomination de la société.

Article 31. Procès-verbaux

Les délibérations de l'assemblée sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre et signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs des délibérations de l'assemblée générale sont signés et certifiés conformes à l'original par le président du conseil d'administration, ou par un vice-président, ou par l'administrateur délégué, ou enfin par deux administrateurs. Dans les cas où les délibérations ont été constatées par acte notarié, les copies ou extraits sont délivrés par le notaire dépositaire de la minute de l'acte.

Après la dissolution de la société et pendant la liquidation, ces copies ou extraits sont certifiés par les liquidateurs ou l'un d'eux.

Article 32. Délibérations

Les assemblées générales tant ordinaires qu'extraordinaires sont composées et délibèrent conformément aux dispositions de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives.

Les décisions sont prises par vote à main levée, à la majorité simple des voix exprimées des actionnaires présents ou représentés, sauf si les statuts ou la loi en disposent autrement. Les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote ou s'est abstenu.

TITRE V - ETATS DE SITUATION - INVENTAIRE - BENEFICES - FONDS DE RESERVE

Article 33. Exercice social

L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Article 34. Comptes

A la fin de chaque exercice social, le conseil d'administration dresse l'inventaire des avoirs et des engagements de la société et établit les comptes annuels, dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Article 35. Bénéfices et dividendes

L'excédent favorable du bilan, déduction faite de tous frais généraux, charges, allocations et gratifications en faveur du personnel, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la société.

A l'exception de la part du bénéfice affectée au fonds de réserve légale, l'assemblée générale, sur proposition du conseil d'administration, fixe la part des bénéfices nets à affecter au paiement du dividende et des tantièmes, à des amortissements extraordinaires, à des réserves spéciales ou à un report à nouveau.

Le conseil est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

TITRE VI - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 36. Décision

La société peut être dissoute en tout temps par décision de l'assemblée générale délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des statuts.

Article 37. Modalités de liquidation

En cas de dissolution de la société, pour quelque motif que ce soit, l'assemblée générale règle sur la proposition du conseil d'administration le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs. En cas de nomination d'un liquidateur personne morale, l'acte de nomination désigne la personne physique qui le représente. Toute modification de cette personne physique répond aux exigences prévues pour la nomination et donne lieu aux formalités légales de publicité.

Les liquidateurs peuvent, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale, faire l'apport à une autre société ou la cession à toute autre personne des biens, droits et obligations de la société dissoute et ce moyennant tels prix, avantages ou rémunérations que les liquidateurs aviseront, le tout sous réserve de ratification par l'assemblée générale.

L'assemblée générale régulièrement constituée conserve pendant la liquidation les mêmes attributions que durant le cours de la société, elle a notamment le pouvoir d'approuver les comptes de la liquidation et de donner quitus aux liquidateurs.

Pour le cas où les actions ne seraient pas toutes libérées dans une proportion égale, les liquidateurs sont tenus de rétablir l'équilibre en mettant toutes les actions sur un pied d'égalité soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements préalables au profit des actions libérées dans une proportion supérieure.

Après le règlement du passif et des charges de la société, l'excédent d'actif restant après ces opérations, lequel représente le produit capitalisé des bénéfices sociaux, sera partagé entre toutes les actions.

L'assemblée générale fixera souverainement tout élément actif mis en répartition et ne consistant pas en numéraire, et tout ayant droit devra accepter l'actif distribué pour le montant ainsi déterminé.

Article 38. Loi sur les sociétés commerciales

Tant qu'il n'y est pas dérogé par les présents statuts, les dispositions de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives trouveront leur application. »

Cette résolution est adoptée avec :

311.707 voix pour

0 voix contre

0 abstentions

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte

Fait et passé à Luxembourg, au siège social de la Société, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. COLAS, P. VERMEULEN, B. CLASEN, J.-P. GALLE et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C. 1, le 22 décembre 2016

1LAC / 2016 / 41067

Reçu soixante quinze euros

€ 75,-

Le Receveur (s) MOLLING

- POUR EXPEDITION CONFORME -
délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 5 janvier 2017

Coût de cette expédition:

Timbres: 16,00 €

Rôles: 18,60 €

34,60 €